La zone Franc, d'hier à aujourd'hui : Enjeux et perspectives pour le développement et l'intégration de l'Afrique

The Past and Present of the CFA Franc Zone: Challenges and Perspectives for Regional Integration and Development in Africa

Ahmadou Aly Mbaye, Charlie Mballa et Yawo A. Noglo

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5027>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.5027](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.5027)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Ahmadou Aly Mbaye, Charlie Mballa et Yawo A. Noglo, « La zone Franc, d'hier à aujourd'hui : Enjeux et perspectives pour le développement et l'intégration de l'Afrique », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 61 | 2019, mis en ligne le 29 janvier 2019, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5027> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.5027>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

La zone Franc, d'hier à aujourd'hui : Enjeux et perspectives pour le développement et l'intégration de l'Afrique

*The Past and Present of the CFA Franc Zone: Challenges and Perspectives for
Regional Integration and Development in Africa*

Ahmadou Aly Mbaye, Charlie Mballa et Yawo A. Noglo

- 1 Le Franc CFA a été créé en 1945 et avait pour signification le « Franc des Colonies Françaises d'Afrique » avant de devenir plus tard en 1958, le « Franc de la Communauté Française d'Afrique ». Après les indépendances des colonies françaises d'Afrique, il devient le « Franc de la Communauté Financière d'Afrique » et le « Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale » sur le territoire d'Afrique du Centre. Il est émis par deux instituts : la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC). Le Franc CFA existe ainsi depuis maintenant plus de 70 ans. Il fut l'un des piliers fondamentaux de l'économie de traite. Actuellement, le système monétaire de la zone Franc, qui couvre la France et une quinzaine d'États africains (huit de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA), six de la Communauté Économique et Monétaire des États de l'Afrique Centrale (CEMAC) et les Comores) suscite beaucoup de controverse. La dévaluation du Franc CFA, en 1994, marque un épisode important dans l'histoire de la zone Franc, qui s'est conjuguée avec une transition vers des unions économiques, complémentaires et des unions monétaires. La constitution de ces unions monétaires avait pour finalité la mise en place d'une union douanière entre les pays membres et d'un marché commun et de certaines politiques communes au niveau général. Avec le rattachement du Franc à l'Euro, en 1998 des accords entre les pays de la zone Franc et l'Union européenne ont été signés pour maintenir la parité fixe entre le Franc CFA et l'Euro, tout en respectant les accords liant la France et les pays de la zone Franc. Le débat sur l'opportunité pour les pays africains de sortir ou non de la zone Franc a refait surface depuis les dernières

années, drainant beaucoup de passion et débouchant presque sur une opposition frontale entre les partisans du Franc CFA et ses opposants. La discipline monétaire assez stricte imposée aux deux banques centrales, à travers le compte d'opération, est perçue comme étant de nature à réduire le volume de financement disponible pour les économies nationales afin d'accompagner les investissements et la croissance. D'aucuns associent la zone Franc au faible accès au crédit bancaire, au niveau jugé élevé des taux d'intérêt débiteurs et à la prédominance des crédits à court-terme, notamment les crédits de consommation, sur les prêts à plus long terme destinés à financer l'investissement. Un autre argument sur lequel les partisans de la sortie de la zone Franc s'appuient est la surévaluation de la monnaie découlant de l'arrimage du Franc CFA à des monnaies fortes (Franc français, Euro).

- 2 D'un autre côté, les partisans du statu quo voient plutôt la zone Franc comme un important outil d'intégration régionale qui devrait dépasser l'espace de l'UEMOA ou CEMAC pour couvrir respectivement celui de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC).
- 3 Le débat actuel sur la zone Franc remet en perspective certains dossiers et projets inachevés en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale. Autant il est difficile de parler de transformation structurelle pour la plupart des pays d'Afrique centrale, autant on peut évoquer l'expérience de la mise en place de la monnaie unique de la CEDEAO. Depuis sa création en 1975, cette institution a réalisé des étapes importantes dans la matérialisation de l'intégration économique. Les Chefs d'État et de gouvernement ont lancé, en mai 1983 à Conakry, en Guinée, l'idée de la création d'une monnaie unique et ont décidé de lui consacrer toute l'attention nécessaire en tant qu'étape essentielle de l'intégration. Ainsi, un Programme de coopération monétaire fut institué, en juillet 1987, avec l'objectif ultime que cette monnaie serait gérée par une Banque centrale commune. Cependant, la CEDEAO éprouve encore des difficultés dans le cadre de la réalisation de l'intégration monétaire malgré l'adoption, il y a près de trente ans, du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO (PCMC) et en dépit d'une volonté évidente d'accélérer la création de la monnaie unique régulièrement renouvelée par les leaders politiques de la région.
- 4 Examiner les enjeux soulevés par la zone Franc, objectif du présent numéro, c'est relayer quelques interrogations, dont celles relatives à l'efficacité de la politique monétaire et à l'intégration des économies qu'elle sous-tend. C'est également soumettre l'outil zone Franc à un test de pertinence (*Relevance Test*), face aux perspectives réelles de développement des pays concernés.
- 5 L'objectif visé dans ce numéro était de provoquer des analyses détaillées des économies de la zone Franc, de manière rigoureusement scientifique, loin de toutes les passions et prises de position idéologiques que charrie souvent un tel débat. Les textes du présent numéro ont été sélectionnés au terme d'un processus d'appel à contributions lancé auprès de la plupart des réseaux d'économistes, de spécialistes du développement, de la monnaie et de l'intégration économique régionale. Sur un grand nombre de propositions reçues, seulement six articles ont finalement été acceptés et publiés dans ce numéro.
- 6 Nos attentes étaient que les papiers soumis répondent à une logique holistique de l'analyse de la zone Franc, faisant une part belle aux questions purement monétaires et financières. Mais une telle approche exige également que les questions connexes, mais

non moins importantes, comme l'intégration régionale, l'inclusion financière, la place du CFA dans les politiques de développement des États africains, en général soient abordées. Ces attentes ont été au moins partiellement atteintes, car les sept articles présentés dans ce numéro couvrent différentes facettes de la zone Franc.

- 7 Ainsi, comme on peut se l'imaginer, pour ouvrir le débat, il était important de cerner les différentes positions en présence ; ce à quoi s'attèlent Désiré Avom et Issidor Numba. Ces derniers se livrent à une analyse mettant en évidence les avantages et surtout les contraintes liés à chacune des positions en faveur du maintien ou de la sortie de la zone Franc. Cette notion de contrainte n'est pas loin du concept de coûts, particulièrement de coûts économiques, lesquels se conjuguent avec les coûts politiques et sociaux de l'intégration monétaire.
- 8 C'est dire, pour comprendre les différents enjeux derrière la zone Franc, qu'il est impossible d'échapper à l'épineuse question des transformations structurelles, largement traitée par Touna Mama et Patrice Ongono, pour lesquels la réflexion sur l'appartenance à la zone Franc ne devrait pas faire l'économie d'une autre réflexion essentielle sur les faiblesses structurelles sur lesquels les pays africains doivent absolument se pencher. Dans cette perspective, Serigne Bassirou Lo et Fousséni Ramde s'arrêtent sur la relation entre le développement du secteur financier et l'industrialisation des économies africaines de la Zone Franc. Leur analyse permet d'aborder les conditions nécessaires à un rôle optimal du secteur financier, notamment du point de vue de l'accessibilité des entreprises aux crédits à long terme ; analyse prolongée tant par Thierry Mvondo que par Allé Naar Diop, lesquels se penchent sur la question du taux d'intérêt en Afrique centrale (pour le premier) et en Afrique de l'Ouest (pour le deuxième). Si l'analyse de l'efficacité des réformes financières en Afrique centrale permet de prendre en compte l'interaction des comportements des agents sur les marchés de capitaux et d'examiner l'incidence de leur mutation sur la formation des taux d'intérêt, l'analyse du risque dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest permet de problématiser l'impact du risque de crédit sur le taux d'intérêt, facteur incontournable pour comprendre le comportement des banques en relation avec les petites et moyennes entreprises.
- 9 Autant de questions et de réflexions que Fatou Gueye, Charlie Mballa et Ahmadou Aly Mbaye (ré)inscrivent dans une perspective plus globale du développement et de l'intégration de l'Afrique, afin de sortir le débat sur la zone Franc du carcan idéologique dans lequel certains acteurs et observateurs l'ont parfois confiné.

AUTEURS

AHMADOU ALY MBAYE

Professeur titulaire, Doyen honoraire de la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG), Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal ahmadou.mbaye@uvad.edu.sn

CHARLIE MBALLA

Chercheur, CEIM, Chargé de cours, Campus St Jean, Université de l'Alberta mballa@ualberta.ca

YAWO A. NOGLO

Chargé d'enseignement en Statistiques, Université Paris Descartes, France
noglohonore@gmail.com